

Vladimir Poutine en Corée du Nord : « retour en URSS »

Jean-Yves Colin

Le 6 juin 2024

À propos d'Asia Centre

Fondé en 2005, Asia Centre est un institut de recherche indépendant qui conduit des débats et publications sur les relations internationales, stratégiques et économiques, ainsi que sur les transformations politiques et sociales en cours dans toutes les régions d'Asie-Pacifique. Au carrefour de la recherche universitaire et des prises de décision publiques et privées, les chercheurs d'Asia Centre identifient les enjeux régionaux significatifs et les analysent dans leurs dimensions locale et globale. Ses programmes sont ainsi élaborés en liaison avec un vaste réseau de partenaires, entreprises et grands centres spécialisés européens, américains et asiatiques. Il mène avec ceux-ci des opérations conjointes, pour une meilleure confrontation des idées et des enjeux. Les conclusions de ces rencontres, comme les résultats des travaux menés à partir des sources originales par nos chercheurs, sont largement diffusés via les publications du Centre comme par des revues, ouvrages et médias internationaux.

À propos de l'auteur,

Jean-Yves Colin

Ancien élève de l'Ecole Nationale d'Administration, Jean-Yves Colin a été en poste à la Direction du Trésor, où il a notamment occupé la fonction de Conseiller Financier auprès de l'Ambassade de France au Japon (1987-1990). Il a ensuite rejoint le Groupe Crédit agricole, a été directeur général délégué de la filiale de gestion d'actifs, désormais connue sous le nom d'Amundi, et directeur de la conformité de Crédit agricole S.A. Depuis son départ de ce groupe bancaire en 2013, Jean-Yves Colin a rejoint Asia Centre, où il est membre du conseil d'orientation et expert Asie du Nord.

Vladimir Poutine en Corée du Nord : « retour en URSS »

Jean-Yves Colin

A compter du 19 juin dernier, Vladimir Poutine a effectué un voyage d'abord en Corée du Nord puis au Vietnam. Sa visite à Pyongyang en a constitué la principale étape et s'est conclue par la signature d'un partenariat stratégique qui n'a cependant pas été qualifié d'alliance. Elle avait été précédée en septembre 2023 d'une rencontre entre le dirigeant russe et Kim Jong-un, en territoire russe, dans la région de Vladivostok. Un parfum nostalgique d'URSS émane de ces deux rencontres et de son passage à Hanoï. Il rappelle le soutien de Moscou d'une part à l'attaque de Kim Il-sung en 1950 (ce dernier avait attendu le feu vert de Staline avant de lancer son armée à l'assaut du sud de la péninsule coréenne) et d'autre part à celui au Nord-Vietnam et ses alliés vietminh puis vietcong pendant les deux guerres qui ont embrasé l'Indochine, contre la France coloniale et le gouvernement de Saïgon appuyé par les Etats-Unis.

Un premier regard peut être porté sur cette visite à Pyongyang, celui généralement des observateurs universitaires et journalistes, en la situant dans le contexte de la guerre en Ukraine et de la constitution d'un axe autour de la Russie et de la Chine, incluant la Corée du Nord et l'Iran contre un Occident rejoint par l'Australie, le Japon et la Corée du Sud. En ce sens la visite de Vladimir Poutine à Hanoi en est le prolongement et vise à ranimer une relation dont Moscou peut légitimement penser qu'elle a été affaiblie par les rapprochements du Vietnam avec le Etats-Unis et le Japon, et le développement de ses liens commerciaux avec cet Occident contesté. Ce partenariat stratégique est un retour de fait au traité d'assistance mutuelle de 1961 qui liait l'URSS et la Corée du Nord, et qui est devenu caduque avec l'effondrement de l'URSS. Certains termes utilisés par Vladimir Poutine et Kim Jong-un dans leurs déclarations, comme « architecture de sécurité euro-asiatique », « coopération militaro-technique » et « lutte contre les politiques hégémoniques impérialistes des Etats-Unis et de leurs satellites » sont de nature soviétique.

Pour autant on ne sait pas précisément, au stade actuel, ce que contient ce partenariat et si d'autres accords, secrets, ont été conclus. Les deux dirigeants ont évoqué des consultations immédiates et préalables en cas de menaces contre l'un des deux pays, et une aide sans délai en cas d'agression. Les deux pays ont d'abord un intérêt commun qui se matérialise par l'envoi de munitions par la Corée du Nord à la Russie (des chiffres allant jusqu'à 5 millions d'obus sont mentionnés ici et là), voire de travailleurs dans les usines russes, contre de l'expertise technologique en matière spatiale et nucléaire, ou par la perspective « militaro-technique » de construction d'usines communes. La construction d'un pont sur le fleuve Tumen qui longe la frontière de la Corée du Nord avec la Chine, puis la Russie avant de se jeter dans la Mer du Japon (ou de l'Est pour les coréens) a également été mentionnée. La composition de la délégation russe permet d'envisager les coopérations possibles : le ministre des Affaires étrangères,

Sergueï Lavrov, son collègue de la Défense, Andreï Belousov et son adjoint, les responsables des affaires spatiales et des chemins de fer. Vladimir Poutine a aussi indiqué que le dispositif des sanctions du Conseil de sécurité des Nations-Unies doit être « révisé » car il est « inspiré par les Etats-Unis et leurs alliés » ; pour le moment son représentant bloque tout nouveau vote de sanctions.

En revanche les informations ont été plus nombreuses et détaillées à propos de l'organisation de cette visite : l'arrivée en milieu de nuit de Vladimir Poutine et son accueil par Kim Jong-un à l'aéroport, sa traversée en pleine nuit de la capitale nord-coréenne, les parades officielles, et les cadeaux échangés (en septembre et février, de la part de Vladimir Poutine un gilet pare-balles, des vêtements non-déTECTABLES par des caméras thermiques, des drones, une voiture présidentielle Aurus, cette fois, une nouvelle Aurus, un service à thé qualifié de très beau et une dague d'amiral, et de la part de Kim Jong-un des œuvres artistiques dont des bustes et des chiens de race).

Par ailleurs, au-delà de l'intérêt commun des deux pays, cette visite est un motif de fierté pour Kim Jong-un qui n'a guère d'amis ni de visiteurs. Les deux rencontres avec le Président Trump en 2018 à Singapour puis en début 2019 à Hanoï avaient été vécues par lui comme une reconnaissance internationale. La visite de Vladimir Poutine à Pyongyang en est un autre, 24 ans après celle à Kim Jong-il, son père. Kim Jong-un a d'ailleurs gratifié Vladimir Poutine de « meilleur ami » et qualifié leur amitié de « fouguese ». Une autre visite, celle du Premier Ministre japonais Kishida, est en préparation depuis plusieurs mois, sans succès immédiat à ce stade, mais ce dernier n'est certes pas un ami et ce projet bute sur la question des citoyens japonais kidnappés par la Corée du Nord, pour la plupart désormais décédés ou âgés ; c'est un sujet de politique intérieure d'autant plus important que l'autorité politique de Kishida Fumio est affaiblie. En cas de visite, le Premier Ministre japonais a plus à gagner que Kim Jong-un.

Un autre regard sur cette visite russe peut être porté depuis Pékin. Le porte-parole du ministère chinois des affaires étrangères a fait une déclaration prudente, toute empreinte de diplomatie, en indiquant que « la Corée du Nord et la Russie, en tant que voisins amis et proches, ont un besoin normal d'échanges, de coopération et de développement de relations ».

Toutefois on peut penser que la réaction chinoise est davantage complexe et attentive. Il n'est d'abord pas certain que qualifier de « meilleur ami » Vladimir Poutine fasse plaisir à Xi Jinping qui ne le serait pas ou plus. D'autre part les relations entre la Chine, qu'elle fut impériale, républicaine ou communiste, avec la péninsule coréenne sont empreintes de susceptibilités. L'objectif premier de la Chine est le maintien de l'Etat-tampon que constitue la Corée du Nord et du statuquo en Asie du Nord alors que son voisin manie une politique de provocations déstabilisatrices avec une grande habileté. Leurs intérêts peuvent dès lors ne pas toujours converger. Quant à la Corée du Nord elle ne veut pas être un Etat vassal de Pékin, pas plus que ne le souhaitaient autrefois les royaumes coréens, tout en étant reconnaissante du soutien militaire de la Chine lors de la guerre de Corée et des relations économiques entre les deux pays. De plus le développement économique et militaire chinois, ses liens commerciaux et industriels avec les

Etats-Unis et l'Occident (au sens large du terme) depuis environ 40 ans ont naturellement provoqué un déséquilibre avec la Corée du Nord. Celle-ci, à travers le renforcement des relations avec la Russie, ne peut qu'être satisfaite de desserrer une dépendance certes utile mais aussi pesante. De son côté Pékin peut s'inquiéter de la montée en puissance de son voisin, qui lui donne une certaine liberté de manœuvre. Une troisième approche, régionale, de la visite de Vladimir Poutine concerne les tensions autour de la péninsule coréenne. Celles-ci n'ont cessé de croître au cours des derniers mois. Si l'on met à part les essais de missiles à courte distance ou plus longue qui ont considérablement augmenté pendant les dix dernières années, de nombreux incidents ont eu lieu au cours des dernières semaines : trois incursions de militaires nord-coréens dans la zone démilitarisée présentées comme des erreurs mais intervenant opportunément à la veille de l'arrivée de Vladimir Poutine, et quatre envois de centaines de ballons chargés de déchets et d'excréments supposés répondre à ceux contenant des tracts ou même des bibles en provenance du Sud par des organisations politiques et religieuses. Le 9 juin après six ans d'arrêt la Corée du Sud a repris, pour une journée, la diffusion par voie de puissants haut-parleurs de programmes de propagande et de K-Pop à destination du nord. Les manœuvres conjointes avec les Etats-Unis voire avec participation japonaise sont considérées comme des menaces d'invasion par la Corée du Nord ; des manœuvres tripartites navales, sous-marines et dans le cyberspace sont d'ailleurs programmées fin juin. Le rapprochement de Seoul et Tokyo est également vécu comme hostile.

Depuis les années 1990 et la présidence Clinton, la résolution des tensions dans la péninsule en vue de la signature d'un traité d'une paix entre les deux Etats coréens et la dénucléarisation a été caractérisée par une alternance de phases de dialogue selon des formats variés et de périodes de fermeté. Aujourd'hui la « sunshine policy » des présidents progressistes de Corée du Sud n'est plus de mise. Le président actuel Yoon Suk-yeol a choisi la fermeté même si sa défaite aux élections législatives en avril dernier devrait l'inciter à plus de souplesse pour des raisons de politique intérieure. L'épisode des négociations d'homme à homme entre le dirigeant nord-coréen et le Président Trump à Singapour en 2018 et Hanoï au début de 2019 a échoué sans que l'on sache si Kim Jong-un souhaitait vraiment conclure un accord même partiel et parce que le président Trump a préjugé de son art de la négociation et sans doute mal préparé ses rencontres. Beaucoup estiment que ces tentatives de dialogue ont surtout permis au régime nord-coréen de gagner du temps et de constituer son arsenal, puis de constitutionnaliser son armement nucléaire.

Le régime quasiment monarchique de la famille Kim a le sentiment de vivre dans une citadelle assiégée et s'efforce d'exacerber ce sentiment dans sa population. Cette citadelle serait menacée par son voisin du sud qu'il n'estime pas (la Corée du Sud est en quelque sorte illégitime par nature et non dépositaire de l'âme coréenne), quel que soit le dirigeant au pouvoir, le Japon, ennemi « héréditaire » (l'anti-japonisme est constitutif de l'Etat nord-coréen et y est un ferment puissant du patriotisme), et les Etats-Unis dont les bases coréennes et nippones accueillent respectivement environ 28 500 et 50 000 soldats. Une consultation des ministres des affaires étrangères américain, japonais et sud-coréen a suivi la visite russe

à Pyongyang. L'augmentation prévue du budget de la défense japonaise, en dépit des difficultés de mise en œuvre, est aussi une menace supplémentaire.

En outre la Corée du Sud, le Japon et la Chine ont repris leur dialogue comme l'a montré la réunion trilatérale les 26 et 27 mai à Seoul, d'ailleurs suivie d'une nouvelle rencontre de nouveau en Corée du Sud en début de semaine du 17 mai. Les compte-rendu de ces réunions ont explicitement fait référence à la dénucléarisation de la péninsule. Ce dialogue qui ne vise pas exclusivement la situation de la péninsule, ne peut que susciter de la prudence à Pyongyang.

En Corée du Nord, le bureau politique du Parti du travail avait décidé fin mai une réunion plénière de son Comité central à fin juin, qui pourrait déboucher sur une Assemblée populaire suprême. Celle-ci pourrait acter d'une révision constitutionnelle souhaitée par Kim Jong-un désignant la Corée du Sud comme le « principal ennemi » et traitant des frontières territoriales et maritimes, ouvrant donc la possibilité de nouvelles tensions avec le voisin du sud. Kim Yo-jong, la sœur du dirigeant nord-coréen, a de son côté, vilipendé les organisations et activistes sud-coréens qui envoient des ballons chargés de tracts en les qualifiant « d'ordures » et annoncé de nouveaux envois de ballons nord-coréens.

A Tokyo et Seoul ce partenariat stratégique entre la Russie et la Corée du Nord est vu avec une grande méfiance, et conforte les dirigeants les plus conservateurs. Ceux-ci et une bonne partie de leur population ont une opinion négative de la Russie, soit pour des raisons historiques (poussée tsariste vers la péninsule au XIXème siècle qui fut une des raisons de l'expansionnisme du Japon impérial, l'entrée en guerre tardive de l'URSS en 1945 et le sort des militaires japonais prisonniers en Sibérie jusqu'au début des années 1950, la question non-résolue des Kouriles du Nord...). La Russie a au cours des derniers mois cherché à amadouer la Corée du Sud : un vice-ministre des affaires étrangères en visite à Seoul a tenu des propos accommodants et Vladimir Poutine lui-même a félicité Seoul de ne pas envoyer d'armes à l'Ukraine, tout en sachant que des équipements sud-coréens transitent par des pays intermédiaires. Pour autant devant le raidissement de Seoul qui à l'annonce du partenariat stratégique a menacé d'exporter des armes à l'Ukraine et convoqué l'ambassadeur russe, il a durci son propos et déclaré à Hanoï que la Corée du Sud ferait une « très grave erreur » si elle changeait de politique. Le vice-ministre des affaires étrangères sud-coréen a demandé à la Russie de cesser « immédiatement » sa coopération militaire avec la Corée du Nord et de respecter les résolutions du Conseil de sécurité des Nations-Unies. Ces exhortations n'auront certainement aucun résultat mais traduisent l'état actuel de tension.

Au total la signature de ce partenariat stratégique, le degré de liberté supplémentaire qu'il procure à Pyongyang par rapport à Pékin, et « l'amitié fougueuse » entre Vladimir Poutine et Kim Jong-un n'augurent ni d'un ralentissement de l'effort militaire nord-coréen en faveur de Moscou dans son « opération spéciale » en Ukraine ni d'un apaisement des tensions en Asie du Nord autour de la péninsule coréenne, que certains considèrent aussi dangereuses que celles relatives à Taiwan.